

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 23 janvier 2025

Le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance du PIB pour 2024 et 2025 à 1,8 % et 1,4 % respectivement (contre 1,5 % et 1,3 % estimés en octobre dernier).

Les prévisions de la Banque mondiale (1,5 %), de la CEPALC (1,2 %), de l'OCDE (1,2 %), du FMI (1,4 %) et de la Banque centrale du Mexique (1,2 %), sont supérieures au consensus de marché mexicain qui prévoit un taux de croissance de 1,0 % d'après l'enquête de Citi, mais restent nettement inférieures à l'estimation retenue par le gouvernement pour la préparation du budget 2025, comprise dans une fourchette de 2 à 3 %.

Le FMI précise que les risques pour la croissance mexicaine à court terme sont baissiers et qu'« *une intensification des politiques protectionnistes, par exemple sous la forme de droits de douane, pourrait exacerber les tensions commerciales, diminuer les investissements, réduire l'efficacité du marché, fausser les flux commerciaux et perturber à nouveau les chaînes d'approvisionnement* ». L'organisation internationale prévient en outre que les pressions à la hausse sur l'inflation dues au contexte politique international pourraient conduire à une pause dans la réduction du taux directeur.

LE CHIFFRE A RETENIR

+1,4 %

Prévision du FMI du taux de croissance pour 2025

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Depuis son entrée en fonction, le Président américain Donald Trump a adopté une série de mesures contre le Mexique, principalement axées sur l'immigration et le commerce. Parmi ses annonces les plus marquantes, le nouveau Président des États-Unis a menacé d'imposer des droits de douane de 25 % sur les exportations mexicaines à partir du 1^{er} février. Cette décision fait suite aux accusations de Donald Trump selon lesquelles le Mexique faciliterait l'entrée illégale de migrants et de fentanyl aux États-Unis. Si cette mesure se concrétise, elle pourrait avoir des conséquences importantes sur les échanges commerciaux entre les deux pays et impacter la compétitivité des entreprises mexicaines sur le marché américain. En parallèle, Donald Trump a également relancé le programme « *Quédate en México* », qui oblige les demandeurs d'asile à attendre leur audition aux États-Unis depuis le Mexique. En outre, le Président a déclaré l'état d'urgence nationale à la frontière, justifiée par la situation migratoire, et a précisé que les cartels de la drogue mexicains seraient désormais classés comme des organisations terroristes. De son côté, la Présidente mexicaine, Claudia Sheinbaum, a réaffirmé l'engagement de son gouvernement à défendre la souveraineté nationale.

Le peso mexicain a enregistré un mouvement de dépréciation face au dollar américain après les menaces du président Donald Trump d'imposer des tarifs douaniers de 25 % sur les exportations en provenance du Mexique et du Canada à partir du 1^{er} février. Cette annonce, faite dès le premier jour de son mandat, a provoqué une pression immédiate sur la monnaie mexicaine, qui a perdu 0,62 %, clôturant à 20,6457 MXN pour 1 USD. Cette baisse intervient alors que les déclarations du président américain lors de son discours d'investiture ont ravivé les tensions commerciales entre les deux pays, créant un climat d'incertitude quant à l'avenir des échanges commerciaux et les potentiels impacts économiques pour le Mexique. Toutefois, la Présidente mexicaine Claudia Sheinbaum a rapidement appelé au calme, affirmant que le Mexique chercherait à maintenir un dialogue avec les États-Unis. Le gouvernement mexicain a aussi annoncé des mesures pour attirer des investissements et encourager la relocalisation d'entreprises dans l'objectif de contrer les effets négatifs des possibles hausses des tarifs douaniers. Malgré ces efforts, de nombreux analystes prévoient que le peso pourrait rester vulnérable aux développements futurs des politiques commerciales américaines.

Le 17 janvier, trois jours avant l'investiture de Donald Trump aux États-Unis, l'Union européenne (UE) et le Mexique ont annoncé être parvenu à un accord pour renforcer leurs relations commerciales. L'UE et le Mexique sont déjà liés depuis 2000 par un vaste accord politique et commercial, dont le renforcement était en négociation depuis 2016. L'accord modernisé participe à l'objectif de diversification des approvisionnements et des débouchés, dans un contexte de fortes tensions sur les chaînes de valeur, et vise à « *approfondir et élargir le dialogue*

politique, la coopération et les relations économiques entre l'UE et le Mexique », selon un communiqué de la Commission européenne. Le partenariat renforcé permettra de réduire des droits de douane sur des produits d'exportation importants de l'UE, tels que le fromage, la volaille, le porc, les pâtes, les pommes, les confitures, ainsi que le chocolat et le vin. L'accord protégerait également les indications géographiques et permettrait une simplification des démarches administratives sur le plan sanitaire et phytosanitaire. Allant bien au-delà de l'accord commercial de 2000 qui se concentrait sur les produits industriels, l'accord global modernisé UE-Mexique inclurait également les services, les investissements et les marchés publics, et contribuerait à la sécurisation de l'approvisionnement en matières premières critiques. L'accord doit désormais être ratifié par les deux parties.

L'inflation aurait enregistré une modération notable au début de l'année 2025, s'établissant à 3,69 % en variation annuel pour la première quinzaine de janvier, selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI). Ce chiffre marque une amélioration par rapport aux 4,90 % g.a. enregistré à la même période l'an passé et constitue le niveau le plus bas observé depuis février 2021. La baisse de l'inflation a été particulièrement marquée concernant les prix des produits agroalimentaires, avec une déflation significative sur les fruits et légumes, qui a contribué à un refroidissement général des prix dans ce secteur. En revanche, l'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les prix volatils comme ceux de l'énergie et des produits alimentaires, a continué d'accélérer pour la troisième quinzaine consécutive, atteignant 3,72 % g.a. début janvier, son plus haut niveau depuis octobre 2024. Cette dynamique est attribuée à la hausse des coûts des services, qui reste l'un des principaux moteurs de l'inflation sous-jacente. Si la tendance à la baisse des prix alimentaires et des produits agricoles représente une bonne nouvelle pour les ménages, la hausse continue des coûts énergétiques, notamment ceux des carburants, suscite des inquiétudes quant à la durabilité de cette modération.

Sectoriel

Afin de renforcer sa présence au Mexique et en Amérique latine, Saint-Gobain finalise l'acquisition d'Ovriver, entreprise mexicaine leader en solutions de produits chimiques pour la construction au Mexique et en Amérique centrale. Saint-Gobain a conclu un processus d'acquisition débuté en août 2024, pour un montant de 815 M USD, qui permettra à l'entreprise de renforcer sa présence industrielle, logistique et commerciale dans la région. Cette fusion devrait permettre de générer des revenus additionnels de 285 M USD, avec une projection de croissance annuelle moyenne de 20 % sur les cinq dernières années, et d'incorporer plus de 1 000 employés. Par ailleurs, Selon Javier Gimeno, CEO de Saint-Gobain pour l'Amérique Latine, l'entreprise serait protégée d'une éventuelle politique protectionniste de Donald Trump. En effet, environ 99 % des produits

fabriqués au Mexique devraient être destinés au marché local, principalement en raison des coûts élevés liés à la distribution de matériaux de construction et de verre.

Le Plan Mexique (*Plan México*), stratégie nationale de développement économique présentée la semaine dernière par Claudia Sheinbaum, vise à freiner la croissance des ventes de voitures chinoises dans le pays en augmentant de 10 % les achats de véhicules produits localement et de 15 % la part du contenu régional des composants d'ici 2030. Bien que le Mexique soit le septième producteur mondial de véhicules, 80 % de sa production est destinée à d'autres marchés internationaux. Les constructeurs automobiles chinois auraient vu une occasion de pénétrer le marché mexicain et de s'affirmer en tant que leaders des ventes automobiles. Leur stratégie cible principalement les segments à revenus moyens et faibles, en proposant des véhicules comparables à ceux des marques traditionnelles mais à un prix inférieur à la moyenne. Avant la pandémie de COVID-19, les marques chinoises détenaient 3 % du part du marché mexicain, contre 21,8 % aujourd'hui. Ce pourcentage pourrait être sous-estimé dans la mesure où toutes les marques d'automobiles chinoises ne déclareraient pas leurs ventes auprès des organismes statistiques du pays.

Finances publiques

Le gouvernement a publié au Journal Officiel un décret détaillant les incitations fiscales qui seront accordées aux entreprises dans le cadre du Plan Mexique, et pour lesquelles un budget de 1,5 Md USD est prévu. Le décret précise que le gouvernement mexicain accordera deux types d'incitations fiscales aux entreprises, à savoir, d'une part, des déductions accélérées qui s'appliqueront aux investissements dans de nouveaux actifs fixe pour une enveloppe globale de 1,38 Md USD, et d'autre part, des déductions sur les dépenses de formation et d'innovation, auxquelles seront allouées 73 M USD. Les projets d'investissement pouvant bénéficier d'incitations fiscales seront évalués par un comité d'évaluation créé par le gouvernement fédéral et composé de représentants des ministères des Finances et de l'Economie. Les incitations fiscales visant quant à elles à développer la formation et l'innovation s'adresseront aux entreprises qui ont conclu des accords de formation en alternance avec le ministère de l'Education Publique (SEP), combinant formation théorique et enseignement pratique dans les entreprises, ou aux entreprises qui développent de nouveaux brevets ou de nouvelles technologies au Mexique. Les incitations fiscales sont entrées en vigueur le mercredi 22 janvier 2025 et seront effectives jusqu'au 30 septembre 2030. Pour rappel, le Plan Mexique est une stratégie nationale présentée la semaine dernière par C. Sheinbaum visant à transformer l'économie du pays par l'industrialisation, l'augmentation du contenu national et l'intégration de technologies avancées pour faire du Mexique la 10^{ème} économie mondiale, porter le ratio investissement/PIB à 28 % d'ici 2030 et créer 1,5 million d'emplois qualifiés dans l'industrie manufacturière.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	23/01/2025
Bourse (IPC)	1,83%	-8,21%	50 944,58 points
Change MXN/USD	-1,64%	17,93%	20,44
Change MXN/EUR	-0,93%	13,33%	21,23
Prix du baril mexicain	-4,11%	1,18%	71,15

Amérique centrale

Costa Rica

Le Costa Rica pourrait enregistrer une croissance de 3,5 % en 2025, selon la Banque mondiale, une prévision supérieure de 1 point de pourcentage (p.p.) à celle pour l'Amérique latine et les Caraïbes (2,5 %). La Banque centrale du Costa Rica (BCCR), prévoirait quant à elle une croissance de 3,9 % pour le Costa Rica en 2025. Selon la Banque mondiale, ces prévisions seraient exposées à plusieurs risques, tels que l'instabilité budgétaire, l'inflation sous-jacente (qui exclut les prix volatils des denrées alimentaires et de l'énergie) et le resserrement des politiques monétaires.

Selon le ministre du Commerce Extérieur costaricien, le Costa Rica aurait présenté au Panama dès décembre 2024 une proposition de résolution du conflit commercial concernant l'industrie laitière et les produits agricoles. Ce conflit remonte à une consultation de 2020 et fait suite à l'interdiction du Panama d'importer les produits laitiers et certains produits agricoles costariciens, invoquant le non-respect de mesures phytosanitaires. Le Panama avait alors mis en arrêt 26 usines costariciennes de transformation de viande et de produits laitiers, en raison de l'absence de documentation nécessaire pour renouveler les permis sanitaires à temps, selon l'Autorité panaméenne de sécurité alimentaire. Cette interdiction aurait entraîné pour le Costa Rica une perte annuelle estimée entre 30

et 35 M USD d'exportations. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) aurait statué en faveur du Costa Rica le mois dernier. Le ministère panaméen du Commerce et de l'Industrie (MICI) disposerait jusqu'au 3 février pour faire appel de la décision et justifier le maintien des restrictions à l'importation. Le gouvernement costaricien espère que les deux pays trouveront un accord, même si ce n'est pas dans le cadre de l'OMC.

El Salvador

El Salvador est le pays d'Amérique centrale dont l'indice obligataire des marchés émergents (EMBI) de JP Morgan, indicateur utilisé pour mesurer le risque pays, s'est le plus réduit en 2024, passant de 687 points le 2 janvier à 388 le 31 décembre, soit une réduction de 43,5 %, supérieure à celles observées au Costa Rica (-15,8 %) et au Guatemala (-6,1 %), alors que le Honduras et le Panama ont vu leur EMBI s'accroître (+3,9 % et +3,6 % respectivement). Le pays conserve néanmoins l'EMBI le plus élevé de la zone, devant le Honduras (377 points).

Seuls 8,1 % des Salvadoriens auraient eu recours au bitcoin en 2024, soit le taux le plus faible depuis son adoption comme monnaie légale en 2021, selon une enquête de l'Instituto Universitario de Opinión Pública (Iudop) de l'Universidad Centroamericana (UCA). Le pourcentage de Salvadoriens utilisant le bitcoin s'élevait à 25,7 % en 2021, 21 % en 2022 et 12 % en 2023. Il en ressort par ailleurs que plus des trois quarts de la population (76,2 %) n'a jamais utilisé la cryptomonnaie pour ses transactions, malgré les incitations du gouvernement et l'octroi d'un bonus de 30 USD à tout nouvel utilisateur de son portefeuille officiel de cryptomonnaie Chivo Wallet.

Selon le Secrétariat à l'Intégration Économique Centraméricaine (SIECA), El Salvador aurait été en 2023 le premier exportateur de produits créatifs et culturels d'Amérique centrale avec 169,9 M USD, soit 42,3 % d'un total régional de 401,5 M USD, devant le Guatemala (34,9 % du total), le Costa Rica (13,2 %), le Honduras (7,1 %), le Nicaragua (1,7 %) et le Panama (0,5 %). El Salvador apparaît par ailleurs comme le seul pays de la région dont les exportations liées à « l'économie orange »¹ se sont accrues entre 2022 et 2023 (+8,6 %). Les exportations centraméricaines de biens à caractère culturel sont essentiellement destinées aux pays de la région (à hauteur de 47,4 %) et aux Etats-Unis (43,7 %), et dans une très moindre mesure au Mexique (3,1 %) et à l'UE (0,7 %).

¹ Economie créative et culturelle

Guatemala

Le président de la Banque centrale du Guatemala (Banguat), Álvaro González Ricci, a dans le cadre d'une mission de Fitch Ratings au Guatemala du 13 au 15 janvier, indiqué que la croissance du PIB pourrait atteindre « 4 % en 2025 et 5 % à moyen terme », grâce aux adoptions récentes des lois sur les Infrastructures routières et la Concurrence, et à la réforme à venir de la loi Anadie (*Alianzas para el Desarrollo de Infraestructura Económica*). Les autorités espèrent, suite à cette mission, voir relever la notation de Fitch Ratings (actuellement BB avec perspective stable), compte tenu notamment « de la stabilité macroéconomique du pays, de son faible niveau d'endettement et de son déficit budgétaire modéré ».

Le ministre des Communications, des Infrastructures et du Logement, Miguel Ángel Díaz Bobadilla, nommé le 13 janvier, a présenté son plan d'action, intitulé *Plan Conecta 2025*, fondé sur cinq axes stratégiques : l'amélioration de l'infrastructure routière (autoroutes, routes et ponts sur l'ensemble du territoire), amélioration de l'écosystème aérien (révision de la gouvernance du secteur, rénovation d'aéroports et aérodromes), promotion du transport maritime (mise en œuvre d'un plan de développement portuaire), développement du numérique (extension de la couverture du territoire), et construction de logements, écoles et structures de santé. M. Díaz Bobadilla a indiqué que « chaque projet sera exécuté avec rigueur au plan technique, chaque ressource sera gérée avec responsabilité et chaque action visera des résultats réels et durables ».

Honduras

Selon les dernières *Perspectives économiques mondiales* de la Banque mondiale, le Honduras enregistrerait en 2025 et 2026 une croissance de 3,6 % (en baisse de 0,1 point par rapport à 2024). Ce taux de croissance serait le deuxième plus élevé de la région, derrière les 4 % prévus pour le Guatemala. Le rapport prévoit pour l'Amérique centrale une croissance de 3,5 % cette année comme en 2026, « soutenue par une consommation croissante ».

Selon la Banque centrale du Honduras (BCH), le déficit commercial du pays se serait creusé de 9,1 % sur les 11 premiers mois de 2024 par rapport à 2023, pour atteindre 7,86 Mds USD, avec une réduction de 3 % des exportations (à 10,28 Mds USD) et une hausse de 2 % des importations (18,14 Mds USD). Le pays a exporté sur la période 51,2 % de produits bruts et 48,8 % de produits transformés. La baisse de ses exportations est due principalement à celles de café, bananes, huile de palme et crevettes, affectées en particulier par des aléas climatiques et des cours internationaux moindres. La hausse des importations est notable sur le matériel de transport, les aliments et boissons, et les textiles destinés aux *maquiladoras*.

Nicaragua

La dette extérieure du Nicaragua aurait atteint 15,7 Mds USD au T3 2024, soit 88,2 % du PIB, en hausse de 0,8 % (130,5 M USD) par rapport au T2. La dette externe publique représente 55,6 % du total, la dette privée 44,4 %. Les paiements au titre du service de la dette se sont élevés à 934,2 M USD au T3 2024.

Selon le ministère de l'Agriculture, la production nicaraguayenne de viande bovine, avine et porcine aurait enregistré une croissance soutenue en 2024. La production de viande bovine se serait ainsi accrue de près de 7 % par rapport à 2023, pour atteindre 162 400 tonnes, avec l'abattage de près de 765 000 têtes et un poids moyen par animal de 432,5 kg. La production volaillière se serait pour sa part accrue de plus de 10 %, avec 179 400 tonnes et 77,5 millions de têtes. Enfin, le pays aurait produit l'année dernière 13 700 tonnes de viande porcine, soit 3,5 % de plus qu'en 2023.

Panama

La situation de la dette souveraine du Panama continue d'inquiéter, d'autant plus que le nouveau Président américain Donald Trump menace de reprendre le contrôle du Canal de Panama. Selon J.P. Morgan, la dette panaméenne, déjà très défavorablement évaluée, pourrait désormais conduire à la perte de *l'investment grade* du pays. Cette évaluation négative est principalement due à la détérioration des finances publiques, à l'augmentation de la dette, au déficit budgétaire croissant et aux faibles revenus de l'État. En outre, des inquiétudes persistent au sujet de la réforme de la Caisse de sécurité sociale, les décisions futures liées à la mine de cuivre de Donoso, et les menaces de Donald Trump sur le canal du Panama, qui pourraient avoir des répercussions supplémentaires sur la stabilité économique du pays.

Lors du Forum économique mondial de Davos, le Président panaméen José Raúl Mulino aurait discuté de la modernisation des infrastructures portuaires et logistiques du Panama avec le PDG de Maersk. L'entreprise serait responsable de la gestion d'environ 35 % des volumes d'importations et d'exportations du Panama et emploierait près de 600 personnes dans ses bureaux de Panama City et Colón. Les échanges auraient porté sur la mise en place de stratégies pour des opérations portuaires durables, le renforcement de la connectivité mondiale et l'adoption de solutions innovantes visant à optimiser l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement, tout en restant en phase avec les priorités de développement national. L'entreprise aurait en outre exprimé son intérêt pour le renforcement sa relation historique avec le Panama et souhaiterait contribuer à la modernisation des infrastructures portuaires et à la durabilité des opérations logistiques.

Le secteur maritime contribuerait directement à environ 21,2 Mds USD du PIB panaméen et générerait environ 109 406 emplois directs, soit 30 % de l'emploi total du pays selon la Chambre maritime du Panama. Ces résultats seraient attribués au rôle stratégique du Canal, considéré comme un pilier du commerce mondial. Selon la Chambre maritime panaméenne, les autorités du Panama, par leur gestion efficace et sécurisée de la route océanique, auraient permis d'assurer le transit ininterrompu des navires internationaux. La Chambre maritime a également réitéré son soutien à la souveraineté du Panama sur le Canal en réaction aux menaces exprimées par le nouveau Président des États-Unis, Donald Trump.

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

Antigua-et-Barbuda aurait reçu 312 M USD pour des projets de développement, selon le Rapport 2023 des partenaires de développement pour les Caraïbes orientales qui recense les financements en cours et leur alignement avec les priorités nationales. Parmi les contributions majeures, la Banque de développement des Caraïbes (BDC) aurait accordé un prêt de 66 M USD pour réhabiliter les infrastructures routières, améliorant ainsi sécurité, efficacité et résilience climatique. L'Union européenne aurait également apporté environ 2 M USD dans le cadre du programme EUROCLIMA, axé sur le changement climatique et la biodiversité. Ces financements viseraient à améliorer la coordination entre les gouvernements et les partenaires, et à soutenir les objectifs de développement durable (ODD) dans la région, avec un focus sur la résilience climatique, les infrastructures et la durabilité.

Barbade

La Barbade aurait lancé un projet de bioénergie de 92 M USD pour convertir les algues sargasses invasives en gaz naturel renouvelable (GNR), avec pour objectif de commencer les ventes commerciales d'ici avril 2026. L'initiative, dirigée par Rum and Sargassum Inc., comprend la construction d'une centrale de biogaz de 8 MW sur une période de 18 à 24 mois. Ce projet devrait permettre de générer 93 M USD de revenus, de compenser 2,8 millions de tonnes de gaz à effet de serre et d'empêcher environ 262 000 tonnes de sargasses d'atteindre les côtes de la Barbade chaque année. De plus, ce projet pourrait permettre l'ouverture de 55 postes permanents dans la collecte des sargasses et les opérations de l'usine de biogaz, ainsi que 103 emplois temporaires pendant la construction. L'Union européenne, ayant déjà soutenu un modèle financier complet pour la vente au détail du biogaz, aurait exprimé son intérêt pour les projets visant à maintenir les plages sans sargasses.

Cuba

Cuba et le groupe ad hoc du Club de Paris signent un nouvel accord de restructuration de la dette. Lors d'une réunion, à Paris, le 16 et 17 janvier, les représentants des créanciers et les représentants du gouvernement cubain ont convenu de modifier les accords de paiement de la dette souveraine cubaine. Pendant la réunion, la délégation de Cuba a décrit la difficile situation économique et financière du pays et ses facteurs explicatifs. Si les détails précis n'ont pas été communiqués, cette restructuration devrait octroyer à Cuba des conditions plus avantageuses pour faire face à ses difficultés financières dans les années à venir, tout en préservant les relations financières avec les pays membres du Groupe ad hoc des créanciers de Cuba. Ce dernier comprend l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse.

Donald Trump réintègre Cuba dans la liste des pays soutenant le terrorisme. Quelques heures après avoir prêté serment, le Président américain a signé de nombreux décrets présidentiels annulant ainsi des mesures prises par son prédécesseur. Parmi ces décisions, D.Trump est notamment revenu sur la décision de l'administration Biden de retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme. Cette dernière avait été annoncée le 14 janvier 2025 dans le cadre d'un accord en vue de la libération de prisonniers politiques. Le président américain Barack Obama avait retiré Cuba de cette liste le 29 mai 2015. Cependant, l'administration Trump avait réinscrit le pays en janvier 2021, à quelques jours de la fin de son mandat. Outre Cuba, la liste inclut également la Corée du Nord, l'Iran et la Syrie.

Jamaïque

L'indice de confiance des entreprises jamaïcaine aurait augmenté de 12,5 % en 2025 selon la Chambre de commerce jamaïcaine, témoignant d'un optimisme quant aux perspectives économiques du pays. Cependant, les entreprises jamaïcaines avertissent que plusieurs obstacles pourraient freiner leurs projets d'expansion. Parmi les principales préoccupations figurent les taux d'intérêt élevés, les coûts élevés des intrants, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, ainsi que la criminalité et la violence.

Haïti

Selon un rapport de la Direction générale des douanes dominicaines, au cours de l'année 2024, la République Dominicaine aurait exporté des biens vers Haïti pour une valeur de 896 M USD, en hausse de 2,6 % par rapport à 2023. 601,1 M USD (67 %) correspondent à l'exportation de produits nationaux, 294,9 M USD (33 %) étant des matières premières destinées aux zones franches en Haïti. La balance commerciale est très largement déficitaire pour Haïti : les exportations dominicaines représentent 98,5 % du total des échanges commerciaux, les exportations haïtiennes vers la République Dominicaine uniquement 1,5 %. Par

ailleurs, la République Dominicaine profite de réglementations douanières peu strictes sur les produits entrant en Haïti en raison de la faiblesse des institutions ainsi que des besoins croissants dans un contexte d'insécurité et d'un approvisionnement international plus lent et incertain.

République Dominicaine

La République Dominicaine aurait enregistré en 2024 un nouveau record dans le secteur du tourisme avec l'arrivée de 8,5 millions de touristes par avion et de 2,7 millions de croisiéristes, atteignant ainsi le chiffre historique de 11,2 millions de visiteurs. L'arrivée de ces 8,5 millions de touristes par voie aérienne représente une croissance de 32 % par rapport à 2019 et de 6 % par rapport à 2023. Celle des 2,7 millions de croisiéristes représente une croissance de 141 % par rapport à 2019 et de 18 % par rapport à 2023. Les pays qui ont contribué au plus grand nombre de touristes sont les États-Unis (46 %), le Canada (19 %), la Colombie (5 %), l'Argentine (4 %) et Porto Rico (3 %).

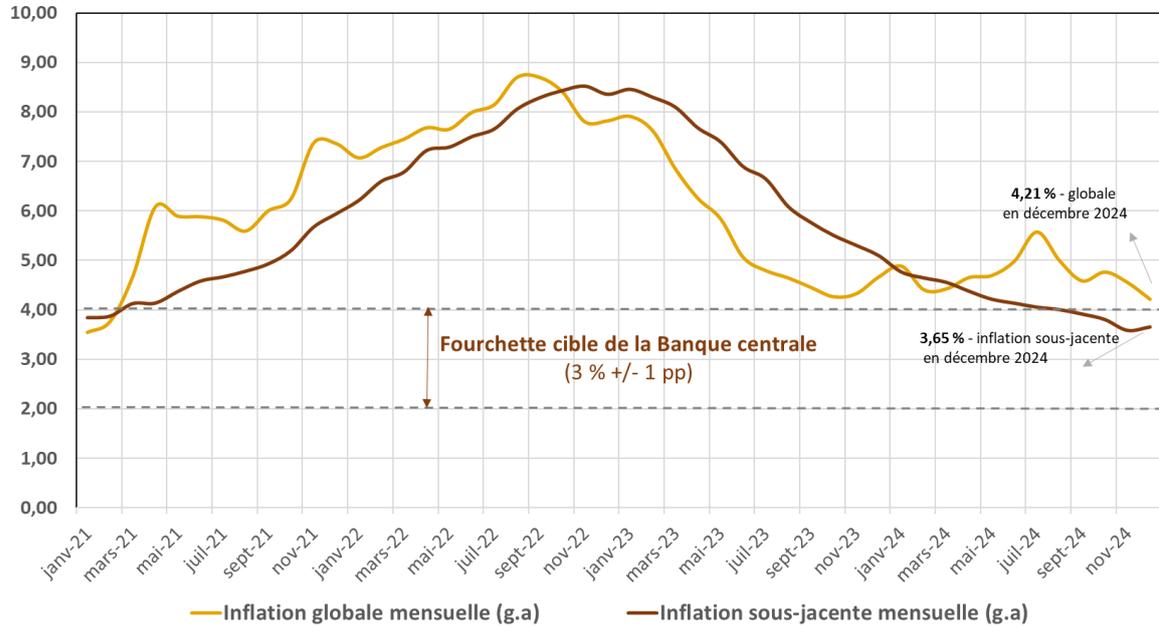
Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Prévision FMI 2025	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	6%	3,7%	3,2 %	1,8%	1,4%	57,7%	4,7%	10,00%
Belize	0,4	3,1	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	2,5%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	3,5%	61,2%	-0,3%	4,00%
Guatemala	17,9	104,4	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	3,6%	27,8%	3,6%	4,50%
Honduras	10,7	34,3	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	3,5%	43,9%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	17,4	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	3,8%	39,3%	5 %	6,75%
El Salvador	6,4	34	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	1,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	2,1%	67,9%	5,8%	6,25%
Panama	4,5	83,4	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	3,0%	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	5,0%	59,2%	3,4%	5,75%
Cuba	11,2	25,3	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

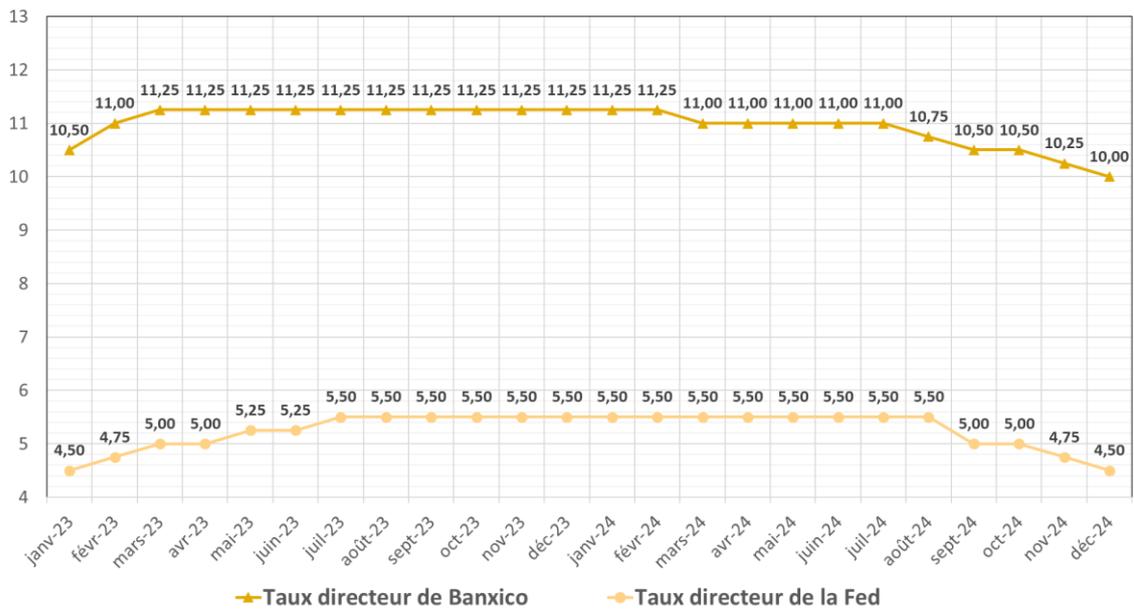
– Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)

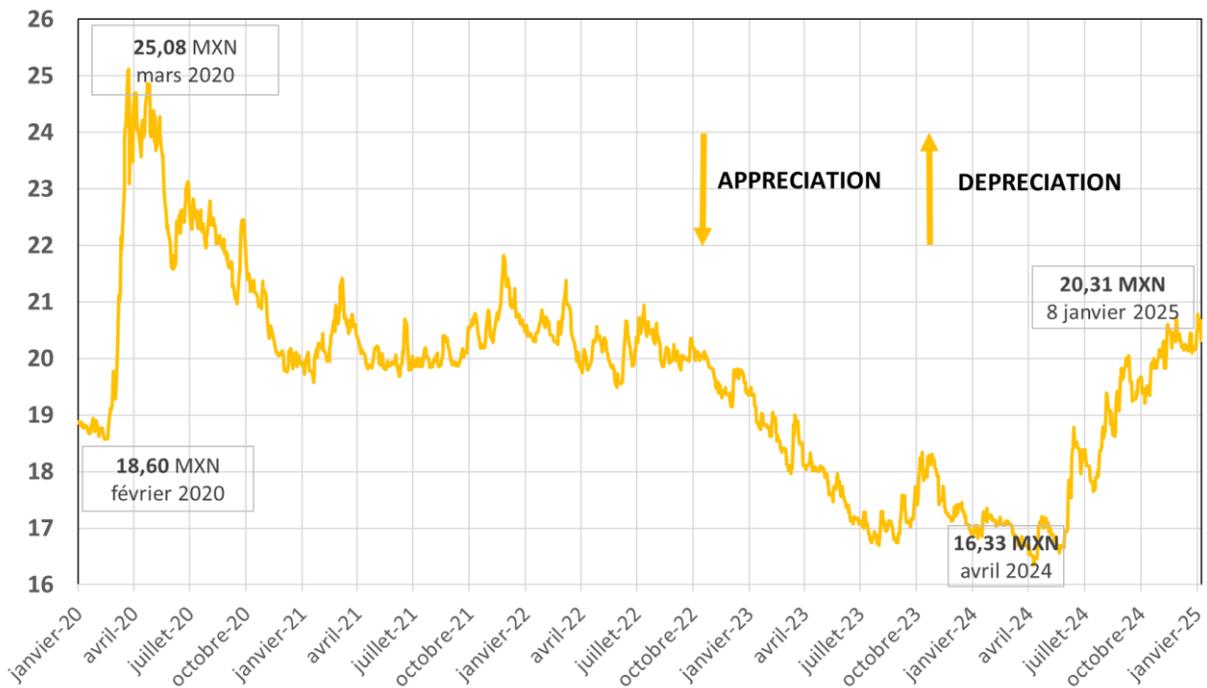


Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

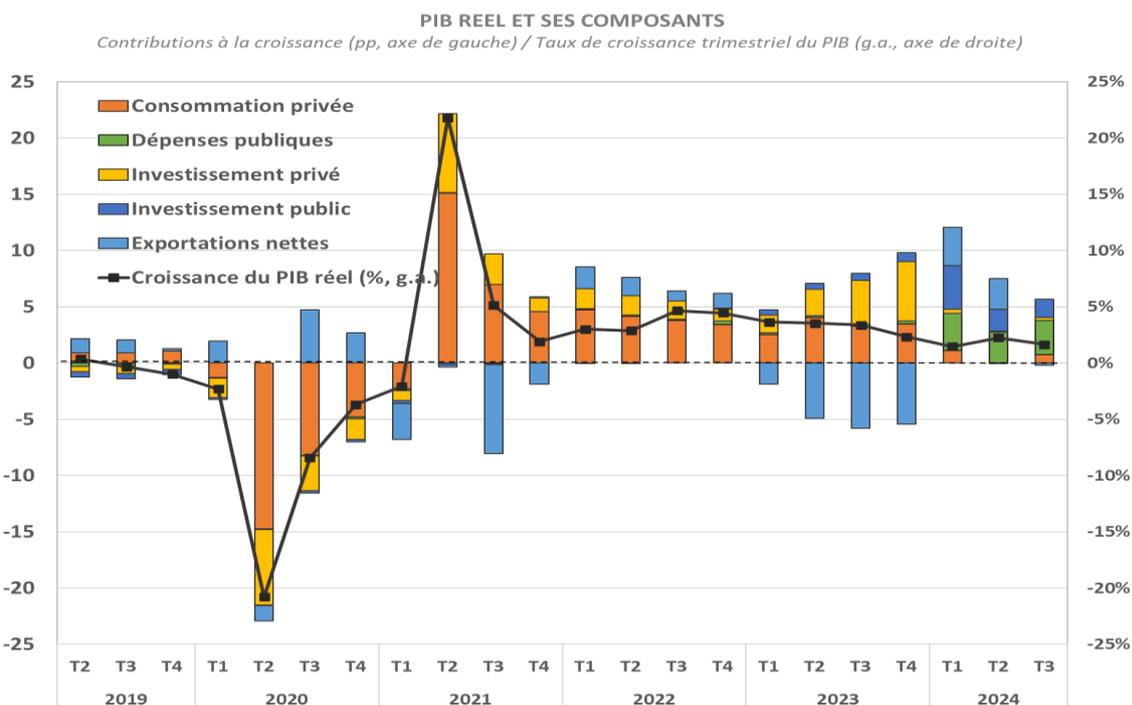
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

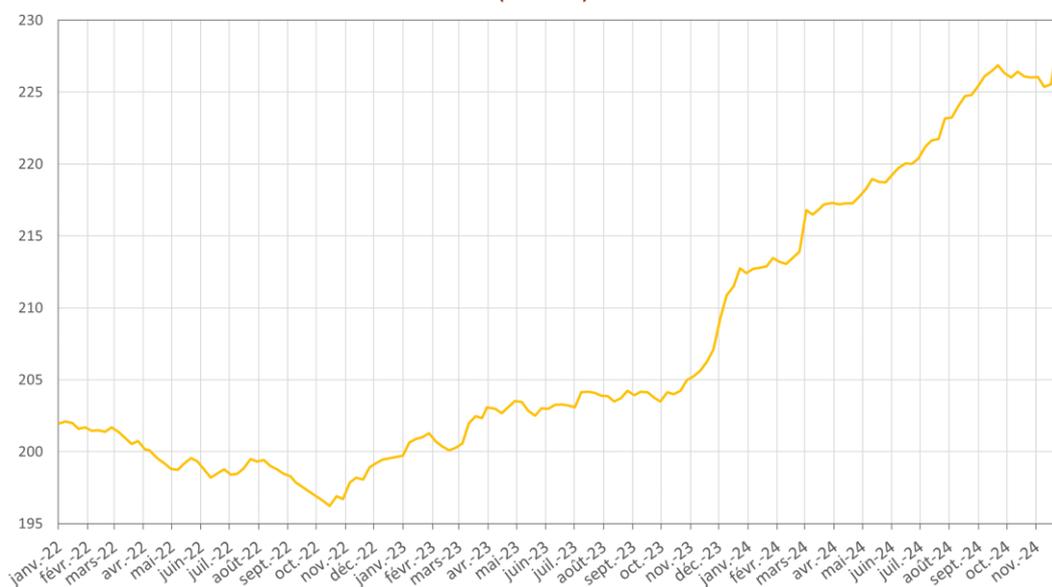


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr